

Informations de base	
<b>2022/0372(NLE)</b>  NLE - Procédures non législatives Décision	Procédure terminée
Acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques: adhésion de l'Union européenne  Modification Décision 2019/1754 <a href="#">2018/0214(NLE)</a>	
<b>Subject</b>	
3.50.15 Propriété intellectuelle, droits d'auteur	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	JURI Affaires juridiques	WALSMANN Marion (EPP)	29/11/2022
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	INTA Commerce international	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AGRI Agriculture et développement rural	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne			
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME	BRETON Thierry	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
17/11/2022	Document préparatoire	COM(2022)0593	Résumé
26/04/2023	Publication de la proposition législative	07424/2023	Résumé

08/05/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
27/06/2023	Vote en commission		
11/07/2023	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A9-0237/2023	Résumé
12/09/2023	Décision du Parlement	T9-0300/2023	Résumé
12/09/2023	Résultat du vote au parlement		
09/10/2023	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
27/10/2023	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
<b>Référence de la procédure</b>	2022/0372(NLE)
<b>Type de procédure</b>	NLE - Procédures non législatives
<b>Sous-type de procédure</b>	Approbation du Parlement
<b>Instrument législatif</b>	Décision
<b>Modifications et abrogations</b>	Modification Décision 2019/1754 <a href="#">2018/0214(NLE)</a>
<b>Base juridique</b>	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 218-p6a Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 207
<b>Autre base juridique</b>	Règlement du Parlement EP 165
<b>État de la procédure</b>	Procédure terminée
<b>Dossier de la commission</b>	JURI/9/10665

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A9-0237/2023	11/07/2023	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T9-0300/2023	12/09/2023	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	07424/2023	26/04/2023	Résumé	
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document préparatoire	COM(2022)0593 	17/11/2022	Résumé	

## Acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques: adhésion de l'Union européenne

2022/0372(NLE) - 17/11/2022 - Document préparatoire

OBJECTIF : modifier la décision (UE) 2019/1754 relative à l'adhésion de l'Union européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : le 26 novembre 2019, l'Union européenne a adhéré à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques, son adhésion étant entrée en vigueur le 26 février 2020. L'acte de Genève lui-même est entré en vigueur le 26 février 2020.

Le 13 avril 2022, la Commission a adopté une [proposition](#) de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des indications géographiques (IG) pour les produits artisanaux et industriels et modifiant les règlements (UE) 2007/1001 et (UE) 2019/1753 du Parlement européen et du Conseil et la décision (UE) 2019/1754 du Conseil.

L'article 59 de la proposition de règlement relatif à la protection des IG pour les produits artisanaux et industriels introduit une modification à la décision (UE) 2019/1754 du Conseil ayant pour objectif de désigner l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) en tant qu'autorité compétente en vertu de l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en ce qui concerne les IG pour les produits artisanaux et industriels.

Dans le même temps, la proposition de règlement relatif à la protection des IG pour les produits artisanaux et industriels modifie le règlement (UE) 2019/1753 afin que l'EUIPO soit reconnu en tant qu'administration compétente en vertu de l'acte de Genève en ce qui concerne les enregistrements internationaux relatifs aux indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels.

CONTENU : la présente proposition de décision du Conseil vise à modifier la décision (UE) 2019/1754 du Conseil afin de désigner l'EUIPO en tant qu'administration compétente au titre de l'acte de Genève en ce qui concerne les indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels.

## Acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques: adhésion de l'Union européenne

2022/0372(NLE) - 26/04/2023 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier la décision (UE) 2019/1754 relative à l'adhésion de l'Union européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil ne peut adopter l'acte que si le Parlement européen a approuvé celui-ci.

CONTEXTE : l'arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international du 31 octobre 1958 est un traité administré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). En vertu de la décision 2019/1754 du Conseil, l'Union a adhéré à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques, avec effet au 26 février 2020. L'acte de Genève en tant que tel est entré en vigueur le 26 février 2020.

Au titre de la décision (UE) 2019/1754, la Commission est l'administration compétente mentionnée à l'acte de Genève, qui est chargée de l'administration dudit acte sur le territoire de l'Union et des communications avec le Bureau international de l'OMPI au titre de l'acte de Genève et du règlement d'exécution commun à l'arrangement de Lisbonne et à l'acte de Genève.

CONTENU : le projet de décision du Conseil vise à modifier la décision (UE) 2019/1754 du Conseil afin de désigner l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) en tant qu'administration compétente au titre de l'acte de Genève en ce qui concerne les indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels, chargée de l'administration dudit acte sur le territoire de l'Union et des communications avec le Bureau international de l'OMPI au titre de l'acte de Genève et du règlement d'exécution commun à l'arrangement de Lisbonne et à l'acte de Genève.

# **Acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques: adhésion de l'Union européenne**

2022/0372(NLE) - 12/09/2023 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 613 voix pour, 6 contre et 9 abstentions, une résolution législative sur le projet de décision du Conseil modifiant la décision (UE) 2019/1754 relative à l'adhésion de l'Union européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques.

Le Parlement a **donné son approbation** au projet de décision du Conseil.

L'arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international du 31 octobre 1958 est un traité administré par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). En vertu de la décision 2019/1754 du Conseil, l'Union a adhéré à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques, avec effet au 26 février 2020. L'acte de Genève en tant que tel est entré en vigueur le 26 février 2020.

Aux termes du projet de décision du Conseil, l'**Office européen de la propriété intellectuelle** devra jouer le rôle d'administration compétente de l'Union en ce qui concerne les indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels au titre de l'acte de Genève.

# **Acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques: adhésion de l'Union européenne**

2022/0372(NLE) - 11/07/2023 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des affaires juridiques a adopté le rapport de Marion WALSMANN (PPE, DE) sur le projet de décision du Conseil modifiant la décision (UE) 2019/1754 relative à l'adhésion de l'Union européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques.

La commission compétente a recommandé que le Parlement européen **donne son approbation** au projet de décision du Conseil.

Le projet de décision du Conseil vise à modifier la décision (UE) 2019/1754 du Conseil afin de désigner l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) en tant qu'administration compétente au titre de l'acte de Genève en ce qui concerne les indications géographiques pour les produits artisanaux et industriels, chargée de l'administration dudit acte sur le territoire de l'Union et des communications avec le Bureau international de l'OMPI au titre de l'acte de Genève et du règlement d'exécution commun à l'arrangement de Lisbonne et à l'acte de Genève.